

LES GOTHAS SONT REVENUS HIER SUR PARIS A 21 HEURES 20

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.673. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON.

Mardi
12
MARS
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Engbien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15,00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^e des Italiens. Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR

M. CLEMENCEAU CHEZ LES AVIATEURS QUI BOMBARDÈRENT LES REPAIRES DES GOTHAS



LE PRÉSIDENT DU CONSEIL PHOTOGRAPHIÉ AVANT-HIER AU COURS DE SA VISITE. IL SE TROUVE ENTRE, LE GÉNÉRAL PÉTAÏN ET M. DUMESNIL. M. Clemenceau ne chôme pas le dimanche. Il a consacré le jour du repos hebdomadaire à une de ces visites au front, qui sont si chaleureusement accueillies par nos soldats. Avant-hier, le président du Conseil s'est rendu notamment dans les escadrilles de bombardement qui sont allés attaquer les aérodromes d'où sont partis les gothas venus sur Paris dans la nuit de vendredi. Le ministre de la Guerre, que l'on voit sur notre photo, causant avec le général Pétaïn (à gauche) et M. Dumesnil, sous-secrétaire d'Etat à l'Aviation, a félicité les aviateurs et remis des décorations. M. Clemenceau a terminé sa journée, par l'inspection d'un secteur important. Le soir même, il rentrait à Paris.

L'ARRIVÉE A PARIS DE M. N. D. BAKER, MINISTRE DE LA GUERRE DES ÉTATS-UNIS



SUR LE QUAI DE LA GARE A 6 H. 30 DU MATIN. — AUX COTÉS DE M. BAKER, LES GÉNÉRAUX PERSHING (A DROITE), ET BLISS (A GAUCHE). Le secrétaire d'Etat à la Guerre des États-Unis, M. Newton D. Baker est arrivé hier matin à 6 h. 30 à Paris. Il a été reçu sur le quai de la gare Montparnasse par le général Pershing, M. George Sharp, représentant l'ambassadeur des États-Unis, le général Bliss, et les représentants du gouvernement français. Jeune, alerte, énergique, le regard vif et souriant sous le lorgnon, tel nous est apparu le ministre de la guerre américain. Tel le reproduit notre photo prise, grâce à son extrême complaisance, à l'arrivée du train.

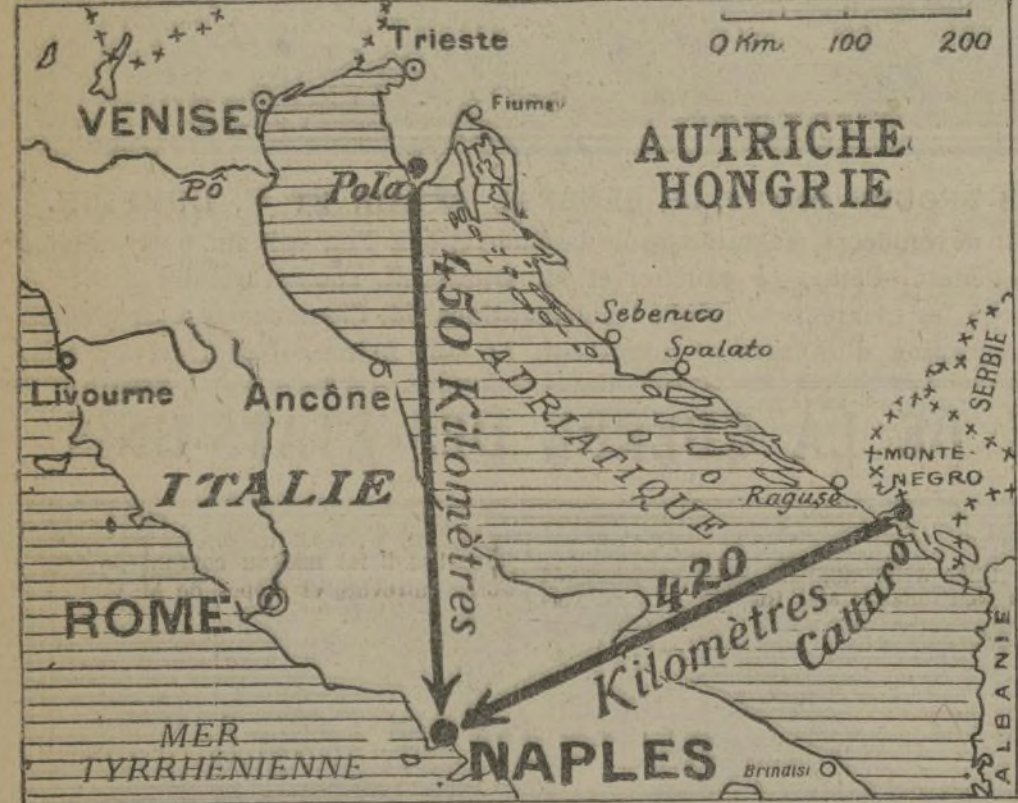
UN NOUVEAU RAID DE GOTHAS SUR PARIS

Hier, à 21 h. 10, le cri de la sirène se faisait entendre à nouveau dans les rues de la capitale. Immédiatement Paris était plongé dans l'obscurité la plus complète. Les premiers éclatements se manifestaient vers 21 heures 45. A minuit 15, la berloque sonne : l'alerte est finie. A l'heure où nous mettons cette page sous presse, nous n'avons pas encore reçu le communiqué officiel. Il nous est donc impossible, pour l'instant, de donner des précisions.

UN GRAND RAID D'AVIONS AUTRICHIENS A ÉTÉ EFFECTUÉ HIER SUR NAPLES

ILS AURAIENT COUVERT PRÈS DE 900 KILOMÈTRES

Venant vraisemblablement de Cattaro, les appareils ennemis ont atteint Naples à 1 h. 30 du matin. Ils ont lancé une vingtaine de bombes qui ont atteint le centre de la ville et notamment l'hospice des Petites Sœurs des pauvres.



LES AVIATEURS AUTRICHIENS ONT DU CHOISIR ENTRE CES DEUX BASES ET CES DEUX TRAJETS POUR ATTEINDRE NAPLES : 420 OU 450 KILOMÈTRES

ROME, 11 mars. — On communique la note suivante : Cette nuit, vers 1 heure, il y a eu un raid aérien sur la ville de Naples. En tout, une vingtaine de bombes ont été lancées ; elles ont presque toutes atteint le centre d'habitation, ne causant aucun dommage d'un caractère militaire. On déplore quelques victimes dans la population civile ; sept d'entre elles étaient abritées dans l'hospice des Petites Sœurs, près d'Areo Mirelli. La population s'est montrée partout tranquille. Les services de secours ont fonctionné d'une manière digne d'éloges.

Après Paris et Londres, après Padoue et Venise, Naples à son tour vient d'être bombardée la nuit dernière par des avions ennemis. Il semblait qu'à défaut d'autres considérations, la distance tout au moins devait préserver cette cité inoffensive, où le fondateur de la maison Krupp était

LA POSTE PAR AVIONS ET L'ACADÉMIE DES SCIENCES

La poste par avions a fait hier, à l'Institut, l'objet d'une communication fort intéressante de M. Lallemand, de l'Académie des sciences, ou plus exactement de M. Soreau, vice-président de l'Aéro-Club de France, dont M. Lallemand a seulement analysé un mémoire traitant cette question d'actualité. M. Painlevé, qui présidait la séance, a réservé certaines parties de cette communication, — d'intérêt national, — mais nous pouvons donner les indications suivantes : On sait que la poste par avions est à l'étude devant une commission interministérielle. Trois trajets de services postaux ont déjà été prévus : Paris-Londres ; Paris-Rome avec bifurcation vers l'Orient et vers l'Afrique ; Paris-Tombouctou. C'est Paris-Londres qu'a surtout étudié M. Soreau. Il a recherché quels étaient les appareils les mieux applicables à ce trajet, et il retient deux types : le Spade 1915 à deux pilotes, d'un poids total de 2.170 kilos et pouvant porter une charge payante de 400 kilos ; et un avion plus petit, de 1.440 kilos, pouvant porter une charge payante de 280 kilos. Les frais sont les mêmes si l'on emploie sept avions du premier type ou onze du second. Mais la charge payante, ainsi qu'une simple multiplication le démontre, est à l'avantage des onze petits avions, qui emporteraient 3.080 kilos, alors que les sept gros avions n'en emporteraient que 2.800.

Les souverains ennemis vont se rencontrer à Sofia

AMSTERDAM, 11 mars. — On annonce que les souverains de la Quadruple Alliance se rencontreront, après les fêtes de Pâques, à Sofia.

LE PRÉSIDENT PROBABLE DU CONSEIL ROUMAIN

La germanophilie bien connue de M. Marghiloman, s'il succède au général Averesco, n'atténuera pas, bien au contraire, les exigences formulées par l'ennemi.

Le général Averesco avait signé les préliminaires de paix. Il est plus que probable que la paix elle-même sera signée par M. Marghiloman à qui le roi de Roumanie paraît devoir confier la présidence du Conseil. On sait que M. Marghiloman est germanophile. Il ne l'est ni par ses origines ni



M. MARGHILOMAN, président probable du Conseil des ministres de Roumanie

par ses goûts. M. Marghiloman est d'éducation entièrement française. Dans sa maison on ne parlait que notre langue. Quand il donnait à dîner — avant la guerre, — il faisait venir la cuisine de Paris par l'orient-express. Pourtant, M. Marghiloman s'était vivement opposé, avec M. Carp, à l'intervention de son pays dans la guerre. Et quand l'invasion austro-allemande s'est produite, il est resté à Bucarest, où il a vécu en bons termes avec les occupants. M. Marghiloman pense que l'Allemagne est le soutien de l'ordre social et qu'en s'entendant avec elle les intérêts de la grande propriété seront sauvegardés en Roumanie. Reste à savoir si les intérêts nationaux roumains seront aussi bien partagés. La germanophilie de M. Marghiloman ne servira même pas à obtenir de meilleures conditions de paix à la Roumanie, car les Allemands n'ont pas coutume de se laisser attendrir par les concessions. Au contraire.

Une mission allemande auprès de M. Anseele

On raconte, en Belgique occupée, que vers la fin de janvier arrivait à Gand une mission de six ou sept hauts personnages venant de Berlin. Ils ne firent point connaître leur nom ni leur qualité, mais on a cru reconnaître en eux des officiers supérieurs. La mission en question a fait comparaître devant elle le député Anseele, directeur du Vooruit et leader du parti socialiste gantois.

On a commencé par entretenir M. Anseele du mouvement activiste et on l'a interrogé finalement sur le moyen à employer pour libérer le peuple flamand. Mais, insistent les délégués allemands, les activistes nous ont très sérieusement affirmé que le peuple flamand subit une oppression insupportable et qu'il attend de l'Allemagne seule sa libération. Ils ajoutèrent que les activistes avaient même demandé que l'Allemagne maintint des troupes dans la partie flamande du pays après la conclusion de la paix, pour empêcher les ennemis de l'Allemagne d'user de pression sur le peuple flamand.

M. Anseele répondit, dit-on, qu'en faisant cette demande à l'Allemagne, les activistes avaient eu une excellente idée à leur point de vue personnel, car ils n'ignoraient pas que si la protection des baionnettes allemandes leur était retirée, ils feraient bien, s'ils tenaient à leur peau, de s'en aller par l'avant-dernier train.

Tout décontenancé par ces réparties, les hauts personnages venus de Berlin déclarèrent qu'on les avait trompés.

L'un d'entre eux demanda cependant à M. Anseele une entrevue pour le lendemain. On assure que dans ce nouvel entretien, il lui parla des projets de l'Allemagne en ce qui concerne la législation sociale en Belgique. L'Allemagne voulait organiser des pensions pour les veuves des ouvriers ainsi que pour les ouvriers incapables de travailler. Elle voulait aussi assurer une pension de vieillesse de 40 francs par mois aux ouvriers, etc... M. Anseele ne manqua pas d'écouter avec beaucoup d'intérêt le développement de ce programme. Son attitude, s'il faut en croire les on-dit, inspira confiance à son interlocuteur qui lui dit que pour régler les questions sociales, l'Allemagne instituerait en Belgique un conseil de 40 membres rétribués, dont 20 seraient désignés par le gouverneur général, 13 par les Flamands et 7 par les Wallons, et il offrit à M. Anseele d'en faire partie. Si les renseignements reçus sont exacts M. Anseele aurait accepté avec empressement, à la grande satisfaction du délégué allemand.

Eh bien, dit M. Anseele, il doit être entendu que, parmi les 20 membres nommés par le gouverneur général, il n'y aura pas un seul activiste, parce que les ouvriers n'en veulent pas. Ensuite, le gouverneur général publiera un arrêté annulant celui qui a décrété la séparation administrative. Enfin, le gouverneur général affichera une proclamation dans laquelle il déclarera renoncer à toute idée de séparation politique. On raconte qu'à ces mots le pauvre délégué, qui s'était cru tout près du succès, ne trouva à répondre que ceci : — Mais tout cela c'est impossible.

LE MINISTRE DE LA GUERRE AMÉRICAIN EST ARRIVÉ HIER A PARIS

IL Embarqué sur un croiseur rapide, il était accompagné de transports qui ont amené en France 10.000 sammies. — Il se propose d'inspecter non seulement le front, mais encore toutes les organisations américaines établies en France.

M. Newton D. Baker, secrétaire d'Etat à la Guerre des Etats-Unis, est arrivé à Paris hier matin.

Pendant que nous attendions le train, un jeune officier américain nous donna quelques détails sur le voyage accompli par le ministre et les membres de sa suite. Embarqués sur un croiseur américain du dernier modèle et très rapide, ils étaient accompagnés, pendant la traversée, par des transports qui portaient 10.000 sammies.

Un incident amusant survint en pleine mer : la rencontre d'une épave puissamment canonisée par les artilleurs américains, qui l'avaient confondue avec un sous-marin ennemi.

Un navire suspect ayant été signalé au large du port où le ministre devait débarquer, les autorités françaises se hâtèrent d'envoyer de nombreuses escadrilles d'aéroplanes et d'hydravions à la rencontre du croiseur. Le ministre américain, très touché de cette mesure, a voulu, à peine à terre, manifester sa reconnaissance à l'amiral Moreau et aux autres officiers français qui l'attendaient.

Après avoir salué les autorités civiles de la ville, le ministre, accompagné de l'amiral Wilson et du général Squier, qui étaient venus à sa rencontre, fit une rapide promenade en ville et repartit dans l'après-midi pour Paris.

L'ARRIVÉE DU TRAIN

Sur le quai de la gare Montparnasse, se trouvaient, pour l'attendre : le général Pershing, commandant en chef des troupes américaines en France ; les généraux Bliss et Lockridge, M. Bliss, secrétaire à l'ambassade des Etats-Unis ; un des jeunes fils de l'ambassadeur, M. Sharp ; M. Palmer, un des plus fameux journalistes d'outre-mer, aujourd'hui commandant de l'armée fédérale et chef de la censure américaine, et d'autres officiers des Etats-Unis.

Le capitaine Marcel Blanc, du ministère de la Guerre, représentait M. Clemenceau. Etaient également présents, le capitaine Denis, commissaire militaire de la gare, et le capitaine de Mareche, attaché à la personne du général Pershing.

Le train arriva en gare à 6 h. 30. M. Baker descendit immédiatement de son wagon spécial, accompagné des membres de sa suite : le major-général W.-M. Black, le colonel L.-M. Brett, le lieutenant de vaisseau R. Drace White et le secrétaire particulier du ministre, M. Ralph Hayes.

M. Baker distribua autour de lui de vigoureux shake-hand, les accompagnant de quelques mots d'amitié. Svelte, élégant et fort sympathique, il avait l'air très satisfait et souriait.

De la gare, le ministre se rendit directement à l'hôtel de Crillon.

A 10 heures, il se rendit au ministère de la Guerre, où il fut reçu par M. Clemenceau, et vers 11 heures, à l'ambassade des Etats-Unis, où l'attendait M. Sharp.

UNE VISITE AU MARÉCHAL JOFFRE

M. Baker tint ensuite à aller saluer à l'Ecole supérieure de guerre, avenue de la Motte-Picquet, le maréchal Joffre.

C'est dans le salon attenant à son cabinet de travail, que le maréchal a reçu M. Baker. Le ministre était accompagné par le général Pershing, commandant de l'armée américaine en France, et par les personnalités militaires et civiles qui forment sa suite.

Après du maréchal Joffre se tenaient les officiers qui l'ont accompagné aux Etats-Unis.

L'entretien fut empreint d'une vive cordialité. Après s'être fait l'interprète auprès du maréchal des sentiments d'amitié du président Wilson, M. Baker affirma la haute estime que lui avait inspirée le vainqueur de la Marne. Puis, il manifesta la satisfaction qu'il éprouvait de retrouver les officiers qui avaient collaboré à la coopération de l'armée américaine avec les armées de l'Entente.

Chaque jour, affirmait-il, resserra davantage cette coopération, la rend plus intime, et la renforce par une connaissance réciproque plus approfondie. Il était près de 12 h. 30 lorsque M. Baker et le général Pershing quittèrent l'Ecole supérieure de guerre.

UNE DÉCLARATION OFFICIELLE

Dans l'après-midi, M. Baker reçut les représentants de la presse française et étrangère. Tout d'abord, un secrétaire nous remit la déclaration suivante :

Le but de notre voyage en France est de conférer avec le général Pershing, de visiter le corps expéditionnaire américain et d'inspecter ses lignes de communication et son service d'arrière afin que nous, en Amérique, nous puissions secourir de tout notre effort notre propre armée ainsi que les armées de nos alliés.

Naturellement, toute visite en France en ce moment est un pèlerinage au temple de l'héroïsme et ce sera une véritable inspiration de voir les grands chefs et leurs armées qui ont défendu pendant si longtemps contre toutes attaques les frontières de la liberté.

En Amérique comme en France nous avons un ministre de la Guerre civil et le pouvoir civil est suprême. C'est là une des caractéristiques des institutions libres pour le maintien desquelles nous combattons. Le pouvoir civil a comme devoir d'amener sur le front toutes les fournitures nécessaires, d'organiser les ressources industrielles et de secourir l'effort de ses armées et, en Amérique, aujourd'hui, la pensée qui domine tout, c'est la guerre. L'industrie est organisée, la production des fournitures commence à atteindre le niveau que nous nous sommes fixé, le matériel de guerre s'accumule et une grande armée termine son entraînement en vue de se joindre au corps qui se trouve déjà ici. Il ne peut y avoir qu'un résultat lorsque les forces de la civilisation de grands pays comme ceux des Alliés actuels se réunissent pour défendre les principes vitaux de la liberté. Notre président a noblement défini l'es-

prit avec lequel l'Amérique est entrée en guerre, et ses déclarations ultérieures reflètent le sentiment du pays tout entier : « Nous avons gagné toutes nos ressources pour la victoire. »

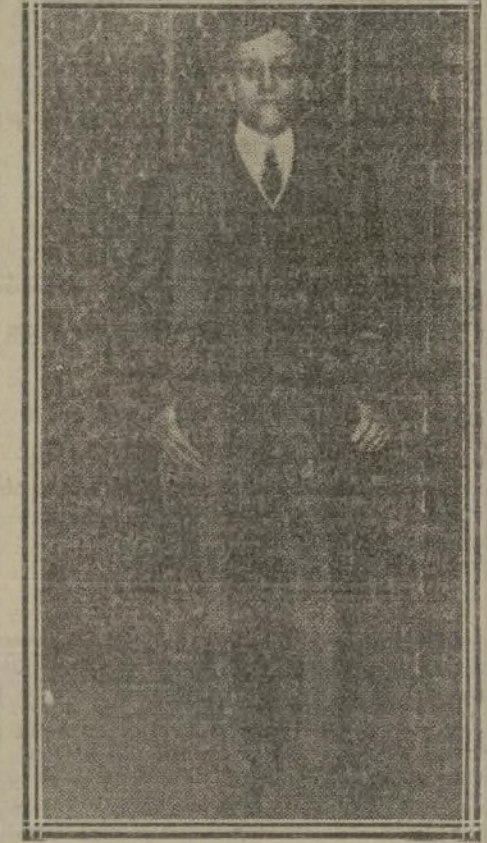
CE QUE NOUS A DIT LE MINISTRE

Ensuite, le ministre lui-même nous parla en ces termes :

— J'ai l'habitude de recevoir à Washington la presse tous les jours, à 3 heures, et je vais faire de même ici.

Après ce préambule, M. Baker nous expliqua qu'il était venu en France dans le but de se rendre compte de visu des nécessités que la situation comporte.

Il compte visiter tous les endroits où se manifeste l'énergie américaine : les camps, les casernes, les bureaux, les usines, les chemins de fer, etc. Etant donnée la complexité de ses visites, il ne peut pas préciser la durée de son voyage, qui risque de se prolonger au-delà de ses projets. Bien entendu, comme il voyage en compagnie du général Bliss, chef d'état-major, ce n'est pas seulement son propre jugement qu'il emportera, mais aussi celui du gé-



M. NEWTON D. BAKER, photographié hier à l'hôtel Crillon

ral Bliss, qui vit déjà en France, au milieu de l'armée fédérale.

Il nous dit ensuite que le maréchal Joffre lui avait rendu visite en Amérique, il avait été enchanté de le revoir en France.

Ce qui m'a surtout frappé en France, nous déclare-t-il, c'est la cordialité et la bonne entente qui régnent entre les troupes françaises et les troupes américaines.

Nous lui demandons s'il est venu aussi pour s'occuper du grand Conseil de guerre interallié.

M. Baker répond négativement.

Il ne sait pas encore s'il ira à Londres. Il ne sait pas davantage s'il s'arrêtera à Paris à son retour du front.

Enfin, très affable et avec une pointe d'humour, à quel'un qui lui demandait s'il avait remarqué les restrictions alimentaires, il répondit :

— Oui, mais pas à l'hôtel de Crillon.

Après nous avoir serré la main, il a quitté la salle, M. Baker a vu dans l'après-midi, le général Bliss à Versailles, et vers le soir il a été reçu par le président de la République. Le ministre et sa suite quitteront Paris ce soir.

LA CARRIÈRE DE M. N. D. BAKER

M. Newton D. Baker est né à Marlinsburg (Virginie). Il a quarante-sept ans. Dans la vie privée, il exerce la profession d'avoué. Il a été pendant quatre ans, de 1912 à 1916, maire de Cleveland (Ohio), et, grâce à sa sage administration, la ville est devenue une des plus importantes des Etats-Unis.

Très intelligent et très cultivé, il a beaucoup voyagé et connaît parfaitement la France pour y avoir séjourné souvent avant la guerre. Il connaît très bien le français et d'autres langues étrangères. Il connaît aussi admirablement le latin et le grec.

Grand travailleur, il exige de ses collaborateurs une assiduité égale à la sienne. Chef estimé de l'armée nationale, c'est lui qui en est le créateur, car il l'a portée de 75.000 hommes à 1.500.000 hommes. Et ce n'est qu'un commencement.

L'aérodrome d'Engel est à nouveau bombardé par les aviateurs anglais

Trois avions ennemis ont été abattus et quatre ont atterri désarmés.

LONDRES, 11 mars. — (Officiel). — L'Armée a publié le communiqué suivant :

Nos avions navals ont bombardé l'aérodrome et le dépôt de munitions d'Engel où deux incendies se sont déclarés.

Au cours de combats aériens, trois avions ennemis ont été abattus et quatre autres ont atterri désarmés.

Tous nos appareils sont revenus indemnes.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

JOURNAL DE COLETTE

LES "INQUIÉTÉES"

— Allo... C'est vous, chère amie? Dites-moi, il n'est pas exact, n'est-ce pas, que Mlle X... ait été arrêtée? Non? Ah! vous m'ôtez un poids! Je disais aussi... Elle est inquiétée... Ça ne m'étonne pas!... Je disais aussi... Figurez-vous qu'à cause sans doute de la ressemblance de vos noms on m'avait raconté... c'est fou ce qu'on raconte!... que vous étiez inquiétée...

Inquiétée... L'aimable mot, et comme il prête à l'injure courtoise, à la diffamation amicale! D'adjectif, le voilà promu au grade de substantif, et les Inquiétées vont prendre place dans les défilés des revues, après la cocodette et l'intoxiquée, avant d'aller s'installer dans un prochain petit manuel de guerre :

D. — Qu'est-ce qu'une Inquiétée?
R. — Une Inquiétée, c'est une personne qui, tant par ses hautes relations que par ses dépenses considérables, donne de l'inquiétude à sa concierge et aux locataires, moins fortunés, de l'immeuble qu'elle habite.

D. — Pourquoi la nommez-vous Inquiétée?
R. — Ce n'est pas moi qui l'appelle ainsi : ce sont ses amies intimes.

Laissons à Maurice Prax le soin de continuer, et déplorons que les modes, en France, changent si vite. L'opulent tourneur d'obus, rêve de la jeune femme accueillante et libre, devient pour elle la mauvaise rencontre. Le premier brillant qu'elle porte au doigt équivaut à une dénonciation anonyme, l'automobile est un défi, et le collier de perles un aveu de commerce avec l'ennemi, — que suivent de près l'enquête officieuse et la visite des reporters, délégués par une presse spécialisée... Les desseins les plus noirs de M. L.-L. Klotz n'avaient pas prévu ce genre d'impôt sur le luxe.

Si elle est d'un naturel doux et timide, la jeune femme accueillante s'efface, mêlée aux feux de ses diamants l'éclat de ses larmes, et se réfugie dans la neurasthénie, tandis que le puissant métallurgiste jure et sacré s'il est sanguin, malgré s'il est nerveux, ou se gratte simplement la tête devant les débris d'un bonheur qu'il ne trouve peut-être plus assez clandestin. Il n'a donc pas le droit de convertir son argent, tout noir de fer et de charbon, en étoffes lamées, en voiles couleur d'aurore, en perles, en chaires florissantes et parfumées? Il n'a donc pas le droit de se payer — lumineux au-dessus des fumées lourdes, au-dessus des fleuves d'acier en fusion, — son pauvre petit paradis médiocre de nouveau millionnaire : une belle femme, hâtivement vêtue de joyaux, dans un luxe bâclé?

Non, il ne l'a pas. La concierge ne veut pas. Ni l'amie d'enfance, malchanceuse, de son amie. Ni l'actrice inconnue qui prétendait justement jouer, dans un lever de rideau, le rôle distribué à sa maîtresse. Le chauffeur renvoyé ne veut pas non plus, et la « dame » du député qui loge en face y voit un inconvénient.

Tu t'obstines, potentat des fournitures de la guerre; tu offres, après le collier, le sautoir, et l'hôtel après le sautoir? C'en est fait : la compagnie de tes promenades, de tes heures oisives et libertines est désormais parmi les Inquiétées. Il se peut — et c'est la grâce que je te souhaite, — que ton snobisme y trouve son compte, et se délecte de la publicité gratuite que l'on fait à tes dons... Dis-toi qu'on se lasse vite, à Paris, et profite, profite, de la réprobation qui plane, jusqu'à la semaine prochaine, sur ta victime. Son petit drame finira comme il a commencé, par des manifestations téléphoniques :

— Allo... C'est vous, chère amie? Vous n'êtes plus inquiétée, n'est-ce pas? — Allo... Je n'en ai jamais cru un mot, naturellement...

— Avez-vous entendu parler de notre amie Z...? Quand je dis notre amie... Je suis comme vous, je l'ai rencontrée trois fois!... Si, si, il paraît qu'elle est très sérieusement inquiétée... Avez-vous vu Pêcho d'aujourd'hui, dans le *Tais-Toi*? Mlle Z... aurait chez elle un boudoir décoré en... Attendez, je l'ai là... en parallélogrammes rectangles!... Allo? Moi non plus, je ne sais pas ce que c'est, mais c'est assez grave pour qu'on s'en soit ému en haut lieu!... Et, bien pis, — mais ceci de vous à moi, — on aurait saisi chez elle un couvre-lit brodé... Allo?... Oui, moi aussi, j'en ai un... Mais celui de notre chère Z... était brodé au point de concentration!...

COLETTE.

Le Conseil de revision examine aujourd'hui le pourvoi de Bolo pacha

Grosse audience aujourd'hui, au Cherche-Midi. Le conseil de revision examinera, à 2 heures, le pourvoi introduit par Bolo et Porché.

On sait que depuis la nouvelle loi le conseil n'est plus exclusivement composé de militaires. Outre trois officiers siègeront M. le conseiller Barat et M. le président Couinaud, qui présidera les débats. C'est le colonel Augier qui occupera le siège du commissaire du gouvernement.

Les pourvois seront soutenus par M^{rs} Auquet, de la Cour de cassation, et Marcel Herand, de la Cour d'appel. Quant aux moyens qui seront invoqués, en est-il de bien sérieux? Il est permis d'en douter : les principaux étant, paraît-il, pour Bolo l'incompétence du conseil — ce qui tout au moins permettrait de pousser le pourvoi jusqu'en cassation — et pour Porché la non-valeur de la question subsidiaire de commerce avec l'ennemi posée à l'audience alors qu'elle est de l'être par un nouvel ordre d'information.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

ILS SONT RESTÉS PRÈS DE TROIS HEURES SUR PARIS

60 AVIONS AVAIENT FRANCHI NOS LIGNES

UN GOTHA A ÉTÉ ABATTU

De nombreuses bombes ont été jetées sur la ville et la banlieue. Il y a des victimes. Plusieurs immeubles ont été démolis ou incendiés.

COMMUNIQUÉ OFFICIEL (minuit 15)

Un raid d'avions ennemis a eu lieu.

L'alerte n° 2 a été donnée à 21 h. 30. Sept escadrilles étaient signalées se dirigeant vers Paris.

A 22 h. 15, plusieurs points de chute étaient constatés.

Il y a des victimes et des dégâts matériels.

Des renseignements seront donnés au fur et à mesure qu'on aura pu recueillir des informations précises.

2^e COMMUNIQUÉ OFFICIEL (minuit 30)

L'alerte donnée à Paris à 21 h. 30 a cessé à minuit 15. D'après les premières nouvelles, près de soixante avions ennemis seraient parvenus à franchir nos lignes. Grâce à nos barrages d'artillerie, maintenus pendant toute la durée du raid avec une grande intensité, un certain nombre d'appareils n'ont pu atteindre leurs objectifs. Cependant, de nombreuses bombes ont été jetées tant sur Paris que sur la banlieue. Plusieurs immeubles ont été démolis ou ont pris feu. Le nombre des victimes n'est pas encore connu ; il sera publié dès que les rapports seront parvenus.

Un gotha a été abattu en flammes à 5 kilomètres de Château-Thierry. L'équipage a été fait prisonnier. Le capitaine qui montait l'appareil appartient à la troisième escadrille de la septième armée.

Le Conseil municipal a fêtré hier le raid des gothas

Hier après-midi, au cours de la séance d'ouverture de la session ordinaire du Conseil municipal, le président, M. Adrien Mithouard, a qualifié « les deux derniers attentats de la barbarie allemande » de la façon suivante :

« Toutes les circonstances se trouvent réunies qui peuvent rendre un tel crime entre tous exécutable. C'est un crime aveugle et lâche, puisqu'il a frappé sans discernement des femmes, des enfants, des vieillards, des malades. C'est un crime hypocrite puisqu'il a jugé nécessaire de se colorer du prétexte mensonger de représailles ; c'est un crime inutile puisqu'aucun objectif militaire ne l'explique ; c'est un acte stupide puisqu'il va à l'encontre du but même que se propose l'ennemi. Combien les Allemands nous connaissent mal pour croire que le moral de Paris puisse être à la merci d'un infâme chantage ! »

« Qu'ils sachent donc, puisque leurs espions les renseignent si mal, que chaque nouvel attentat ajoute encore à nos résolutions ; que Paris, dans son deuil, est fier de prendre sa part des périls et des douleurs de la France combattante, et que ni la France ni Paris n'oublieront. »

« Enivrés par une facile victoire, ils croient pouvoir impunément violer toutes les lois divines et humaines. Mais on ne s'abandonne point en vain à tous les excès et à toutes les fureurs ; une force veille au cœur des choses, qu'on l'appelle Némésis, Justice immanente ou Providence, qui, tôt ou tard, entre en ligne, punit le crime, venge l'innocence et rétablit le droit. »

La loi sur les loyers

Le *Journal Officiel* publie ce matin le texte de la loi sur les loyers, le décret déterminant les ressorts des commissions arbitrales ainsi qu'une circulaire importante du ministère de la Justice.

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — Au nord de l'Aisne, nous avons exécuté deux coups de main dans la région de Fresnes et au nord de Courtecon. En Champagne, l'ennemi a tenté d'aborder nos lignes aux abords de la route Saint-Hilaire-Saint-Souplet. Il a été rejeté par notre contre-attaque et a laissé des prisonniers entre nos mains.

Sur la rive gauche de la Meuse, après un violent bombardement, une double attaque, à laquelle participaient des troupes spéciales d'assaut, a été menée contre nos positions de la Côte de l'Oie et du Mort-Homme. Les assaillants ont été partout repoussés. Sur la rive droite, vive action de l'artillerie au bois des Cauières.

Au nord de Saint-Mihiel, nous avons dispersé un fort groupe ennemi qui, de Seuzey, cherchait à aborder nos tranchées. Les troupes américaines ont, en Lorraine, effectué une incursion hardie dans les lignes allemandes.

23 HEURES. — Rien à signaler au cours de la journée, en dehors d'une lutte d'artillerie assez vive en quelques points au nord du Chemin des Dames et dans les Vosges, à l'Hartmannswillerkopf.

AVIATION. — Dans la journée du 10 mars, cinq avions allemands ont été abattus ou gravement endommagés au cours de combats aériens.

Nos escadrilles de bombardement ont jeté 10.000 kilogrammes de projectiles sur divers gares et établissements ennemis de la région du Nord et de l'Est.

Front britannique

13 HEURES. — Nous avons exécuté avec succès la nuit dernière, au sud de Saint-Quentin, un coup de main qui nous a permis de tuer ou de capturer un certain nombre d'ennemis et de ramener deux mitrailleuses.

Un détachement allemand qui tentait d'aborder nos lignes au nord-ouest de La Bassée a été rejeté par nos feux d'artillerie et de mitrailleuses.

Grande activité des deux artilleries au début de la matinée au sud-est d'Armentières.

L'intervention du Japon sera sans doute décidée à la fin de cette semaine

Le gouvernement américain a accepté virtuellement l'envoi d'une forte armée en Sibirie.

WASHINGTON, 11 mars. — Il est peu probable que l'on ait un fait concret à enregistrer avant la fin de cette semaine de la part du Japon, au sujet de son intervention en Sibirie.

Les renseignements fournis par l'ambassade du Japon et les autres ambassades concordent pour faire prévoir une décision prochaine qui sera communiquée au gouvernement américain avant que tout acte d'intervention soit engagé.

Le correspondant du *New-York World* affirme que l'offre faite d'envoyer une forte armée en Sibirie et dans la Mandchourie septentrionale est virtuellement acceptée. Cette armée serait accompagnée par une division de troupes russes. Ces troupes russes sont représentées comme composées des soldats s'étant distingués particulièrement dans la Sibirie septentrionale.

Des informations reçues de Washington annoncent que l'organisation d'une division russe en Amérique est entrée en voie de réalisation.

Le 24^e avion de Madon

En ces dernières semaines, le sous-lieutenant Madon avait remporté plusieurs victoires à l'intérieur des lignes ennemies, mais aucune n'était officiellement homologuée.

Aujourd'hui, le *Petit Parisien* nous annonce que le sous-lieutenant Madon, avec 24 avions, redevient le rival de son camarade Fonck, qui en compte 26 à son actif. Les adjutants Douchy et Garaud ont descendu chacun leur 9^e appareil. Le capitaine Derode en est à sa 7^e victoire.

Un socialiste majoritaire allemand proclame la banqueroute de son parti

BERNE, 11 mars. — Le député socialiste au Reichstag M. Hermann Wendel, un des membres les plus influents du parti de Scheidemann, vient de publier, dans la *Voix du peuple*, de Francfort, un très intéressant article. M. Wendel déclare, en effet, que par suite des événements actuels on est obligé d'avouer la faillite de la politique suivie par les socialistes majoritaires.

Après avoir apprécié en termes sévères la paix imposée à la Russie par le gouvernement impérial, et critiqué non moins sévèrement la façon dont la paix est arrachée à la Roumanie, le majoritaire Wendel flétrit la propagande de la « Patrie allemande ».

Puis, s'adressant à son parti, il s'exprime ainsi :

« Le parti ne doit pas continuer à suivre cette politique. Il ne peut pas donner son approbation à cette façon de faire la paix ; il ne peut voter encore les crédits de guerre. S'il les vote, qu'il ait au moins le courage d'enlever son enseigne et de faire hisser le nom de sa vieille maison sur le registre de l'Histoire ! »

La *Leipziger Volkszeitung*, organe des socialistes indépendants, enregistre avec satisfaction les déclarations de M. Wendel et affirme qu'à côté de ce dernier beaucoup de membres de la fraction majoritaire du Reichstag qualifient des maintenant de banqueroute la politique de M. Scheidemann.

Ce que fut le raid sur Mayence

BALE, 11 mars. — Les Allemands avouent que neuf aviateurs ont bombardé, samedi après-midi, Mayence et les environs, de quatre mille mètres de haut en causant des dégâts matériels et tuant huit personnes.

COUPS DE MAIN SUR LE FRONT ANGLAIS

Les assaillants ont été rejetés avec de fortes pertes.

(OFFICIEL BRITANNIQUE). — 2 heures. — Ce matin, à la suite d'un violent bombardement de nos tranchées, vers Armentières, l'ennemi a exécuté trois coups de main sur des points par nous dans ce secteur.

Sur un des points attaqués, il a été rejeté. Sur les deux autres, il a été repoussé avec pertes, à la suite de combats au cours desquels cinq de nos hommes ont disparu. Une mitrailleuse est tombée entre nos mains.

Les Allemands ont, en outre, tenté, ce matin, un coup de main d'une certaine importance dans le secteur d'Ypres. Des formations d'infanterie ont attaqué nos lignes au nord-est de Passchendaele, sur un front d'environ 1.000 mètres. Les assaillants ont été partout rejetés avec de fortes pertes et nous ont laissé un certain nombre de prisonniers.

Un détachement ennemi qui avait réussi, cette nuit, à pénétrer dans un de nos postes au sud de la forêt d'Houthuist en a été aussitôt rejeté. Quatre de nos hommes ont disparu.

Activité de l'artillerie allemande, au cours de la journée, au sud de Saint-Quentin, au nord de la Scarpe, sur tout le front de la cote 70, nord de Lens, à Festubert, au sud-est et à l'est de Messines, à l'est et au nord-est d'Ypres.

AVIATION. — L'épaisse brume a presque entièrement arrêté hier, nos opérations de réglage. Nos pilotes ont cependant effectué plusieurs reconnaissances et jeté plus de quatre cents bombes sur divers objectifs, entre autres les gares de Menin, Roulers, Ledeghem, Cambrai et Solesmes. Trois ballons ennemis ont été détruits, cinq avions abattus en combats aériens et sept autres contraints d'atterrir désarmés. Un appareil allemand, volant à faible hauteur, a été abattu par nos feux d'infanterie. Quatre des nôtres ne sont pas rentrés.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

L'affaire Caillaux

Le capitaine Bouchardon a recueilli hier matin une déposition particulièrement importante, celle de l'amiral Pigeon de Saint-Pair, attaché naval à l'ambassade française à Rome.

On sait que l'amiral de Saint-Pair rédigea, sur le séjour de M. Caillaux à Rome, un rapport qui fut l'une des bases de la demande de levée de l'immunité parlementaire à l'égard de l'ancien président du Conseil.

L'amiral a précisé les circonstances dans lesquelles il fut mis au courant des relations, entrevues et propos de M. Caillaux, et comment il fut amené à adresser un rapport à son chef, l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, lequel le transmit à M. Briand, ministre des Affaires étrangères.

Dans l'après-midi, le commandant Nobiletti a continué sa déposition devant le capitaine Bouchardon. Elle porte, on le sait, sur les mêmes faits, dont il eut à connaître comme attaché à la mission française en Italie.

L'affaire Loustalot

Le lieutenant Jousselin a, pour la seconde fois, entendu Mme Loustalot.

L'ouverture du coffre de M. Charles Humbert

Ainsi que nous l'avons annoncé, M. Priolel, commissaire de police du camp retranché de Paris, a procédé hier matin, à Genève, à l'ouverture du grand coffre-fort loué en 1915 par le sénateur Charles Humbert, à la Banque Fédérale de Genève.

Ce coffre contenait une grande quantité de documents qui ont été placés sous scellés et envoyés, pour examen, au troisième conseil de guerre de Paris.

Banque Nationale de Crédit

Le Conseil d'administration de la Banque Nationale de Crédit s'est réuni pour prendre connaissance des résultats de l'exercice 1917.

Les bénéfices se sont élevés à 7.431.450 francs 47 contre en 1916 : 5.832.051 fr. 74.

Avec le report à nouveau du dernier exercice, le disponible est de 8.982.723 fr. 28.

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires la distribution d'un dividende de 11 %, tant aux actions anciennes qu'aux actions nouvelles.

Il est à remarquer que le capital nouveau n'a travaillé que pendant 5 mois.

Il reviendrait aux parts de fondateur un dividende de 11 francs, maximum prévu par les statuts.

Les réserves et provisions et le report de Profits et Pertes atteindraient ainsi 35 millions 949.571 fr. 63. D'un exercice à l'autre, les dépôts et comptes créditeurs à vue et à terme ont passé de 320 à 580 millions. Les disponibilités : espèces en caisse et en banque, Bons de la Défense Nationale et Portefeuille, dépassent 500 millions, en dehors des autres éléments d'actif facilement réalisables.

LAIT CONCENTRÉ SUCRÉ et SANS SUCRE

NESTLÉ

En Vente partout LA MARQUE PRÉFÉRÉE

STANDARD S. I. T. Batterie centrale intégrale, à 100 directions, 2 postes d'opératrices avec postes et sonneries, en box étal de fonctionnement, à vendre. Pour visiter s'adresser 20, rue Aubouin, Cléchy.

